

## Krach boursier imminent : une analyse sans langue de bois



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 29 décembre 2018

Source [Boulevard Voltaire] La croissance ralentit partout dans un monde hyper-endetté, noyé sous les liquidités. La dette publique de la France dépasse les 2.320 milliards d'euros et va bientôt franchir le seuil symbolique catastrophique des 100 % du PIB. Macron est incapable d'arrêter la ruineuse immigration et de baisser les dépenses publiques en procédant à des réformes structurelles. Les dix milliards annoncés pour les gilets jaunes seront financés à 60 % par la dette, c'est-à-dire les impôts de demain. La double perspective d'une croissance inférieure à 1,5 % en 2019 ainsi qu'une remontée des taux d'intérêt s'annonce catastrophique pour les finances publiques.

Le service de la dette va augmenter d'autant plus par rapport au PIB que les taux d'intérêt seront supérieurs au taux de croissance. L'économie française décroche par rapport à l'Allemagne pour trois raisons : dégradation de la compétitivité du coût du travail, baisse de la durée du travail, faiblesse de l'investissement. Il est probable que la loi Sapin 2 de 2016 qui permet aux autorités de bloquer du jour au lendemain tout retrait, demande d'avance ou arbitrage sur les assurances-vie, durant six mois maximum, sera prochainement appliquée en France.

L'indice Dow Jones a baissé de 13 % depuis le 3 octobre 2018. La Fed a relevé, le mercredi 19 décembre, son principal taux directeur de 2,25 à 2,50 %, tandis que deux relèvements de taux au lieu de trois sont anticipés pour l'année 2019. Comme le rapporte le site *Zero Hedge*, « *les marchés actions américains n'ont jamais autant baissé durant le mois de décembre depuis la Grande Dépression des années 30* ». Selon le sondage d'une université américaine, près de la moitié des directeurs financiers pense que l'Amérique sera en récession dans un an. Toutes les banques sont malmenées à Wall Street et, du côté des fonds d'investissement spéculatifs (« *hedge funds* »), c'est le massacre.

L'ancien président de la Fed Alan Greenspan n'exclut pas un redressement boursier provisoire, mais il pense qu'une correction significative s'ensuivra. Il a pu déclarer sur *CNN* : « *Après cette éventuelle hausse, courez aux abris.* » Les États-Unis pourraient connaître, selon Greenspan, une période de stagflation semblable à celle des années 70 et 80. Les données relatives à l'immobilier aux États-Unis sont particulièrement inquiétantes. Les ventes de maisons neuves et anciennes sont à la baisse depuis novembre 2017.

Rome a pris de nouvelles mesures budgétaires et s'est finalement engagé à faire des économies pour échapper non pas aux sanctions de l'Union européenne mais à celles des marchés. Il n'empêche que Moody's a abaissé la notation de l'Italie à un niveau seulement au-dessus des obligations pourries (« *junk bonds* »). Avec la remontée des taux, les 200 milliards d'obligations détenues par les banques sur le Trésor italien ont déjà perdu 15 % de leur valeur. La troisième puissance économique de la zone euro présente tous les symptômes pour faire défaut.

La BCE, avec un bilan gonflé atteignant 42 % du PIB, va mettre fin aux achats cumulés de dette publique de 2.600 milliards d'euros, bien que la croissance économique ralentisse. La politique de création monétaire aboutit, en fait, à financer les déficits publics, en violation des traités européens. Bien que moins draconien qu'aux États-Unis, car il y aura réinvestissement de tous les titres arrivant à maturité, le robinet des liquidités est en train d'être coupé.

Les capitaux italiens fuient l'Italie, la dette de la Banque d'Italie envers la BCE étant de 492 milliards d'euros, tandis que la Bundesbank est créditrice de 982 milliards, d'où des pertes gigantesques pour l'Allemagne si l'Italie fait défaut. Les discussions avec l'Union européenne sur le budget italien sont l'arbre

qui cache la forêt. Un tsunami engendré par la hausse des taux et le ralentissement économique va emporter l'Italie. La BCE ne sera pas en mesure de sauver les meubles une seconde fois, après avoir créé de la fausse monnaie qui ne crée aucune richesse, pour donner l'illusion aux pays européens qu'ils payaient leurs dettes.

Si elle redémarrait la création de fausse monnaie, la BCE ne ferait que déclencher la perte de confiance dans l'euro et l'hyperinflation. Il est à craindre qu'en cas d'explosion de la zone euro, l'hyperinflation apparaisse dans chaque pays européen en même temps que la réintroduction et la dévaluation des monnaies nationales.

29/12/2018 11:00